



RECU le

12 JUIL 2006

630

Le Président

Perpignan , le - 3 JUIL. 2006

Monsieur le Président

Vous m'avez saisi, le 2 juin dernier, dans le cadre du débat public en cours depuis le mois de mars, en souhaitant que je vous fasse part de mon avis et de ma contribution.

Je remarque tout d'abord que le dossier du débat public est très complet et bien argumenté. Il permet d'avoir une bonne compréhension à la fois de la situation telle que la ressentent les populations, et des enjeux tant en termes de transport que d'environnement.

S'agissant du couloir du transport de voyageurs et de marchandises le plus chargé d'Europe, qui traverse notre région connaissant un fort taux d'accroissement de population, la situation est extrêmement grave et nécessite des mesures urgentes au plan national et au niveau européen.

Hypothèses et perspectives en matière de trafic :

Le dossier montre clairement la situation très dégradée et saturée qui devrait être atteinte à l'horizon 2020, sauf scénario de rupture difficilement acceptable, tant sur le plan social que sur le plan économique.

Il prévoit à l'échéance considérée, la réalisation de nombreuses infrastructures, routières ou ferroviaires, prévues dans le cadre des contrats de plan Etat-Région ou lors des CIIACT ou des CIIADT. Le constat de l'avancement physique de ces opérations comme celui des difficultés budgétaires des entités publiques (notamment l'Etat), conduisent à douter de l'effectivité de leur mise en service à l'horizon 2020. J'attends donc tout d'abord de l'Etat qu'il respecte ses engagements et ses promesses en matière de réalisation d'infrastructures déjà programmées et de l'Europe une réponse à la hauteur des enjeux concernant les déplacements de personnes et de marchandises entre l'Espagne et l'Europe du Nord.

Le dossier du débat public présente 6 familles de mesures :

Les familles de mesures relatives à la régulation de l'existant, au report modal (tant pour le transport de marchandises que pour le transport des personnes), au progrès technologique soutenu, à la maîtrise de la mobilité routière et à la modification des comportements sont pertinentes et doivent être développées, même si certaines ne peuvent s'inscrire que dans une effectivité à long terme. Pour cela, j'attends de l'Etat :

- qu'il permette le développement de l'offre TGV et du trafic ferroviaire fret, par la réalisation de la ligne mixte (grande vitesse et fret) entre Nîmes et Perpignan, seul maillon manquant en 2009 entre Séville et Amsterdam.... ,
- qu'il permette le développement de l'offre TER, en régénérant le réseau ferroviaire secondaire de manière à permettre au Conseil Régional, autorité organisatrice des transports ferroviaires, de développer les trafics,
- qu'il aide à nouveau les autorités organisatrices des transports urbains pour le développement de réseaux de transports en communs urbains modernes,
- qu'il soutienne les projets de développement des autoroutes maritimes, du transport fluvial et du transport combiné rail/route,
- qu'il soutienne les efforts de recherche et développement des industriels en faveur des progrès technologiques des véhicules.

Toutefois, le rapport montre également que l'ensemble de ces mesures ne permet pas de faire face aux perspectives des besoins de transport, telles qu'elles sont avancées dans le dossier, et qu'il sera donc nécessaire de recourir de toute façon au développement des infrastructures routières :

- Il convient tout d'abord de réaliser l'ensemble des aménagements prévus dans les divers documents de programmation et de planification : achèvement de A 75 et A 750, aménagement de la RN 88 à 2 X 2 voies, achèvement de la RN 106 (sud) à 2 X 2 voies, Mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A 9 dans les sections qui ne le sont pas encore.
- Il convient ensuite d'améliorer la capacité de l'axe autoroutier, dans la vallée du Rhône et l'arc languedocien, soit par l'élargissement des autoroutes A 7 et A 9, soit par la création d'un itinéraire parallèle à 2 x 2 voies qui pourrait aussi désenclaver le piémont du massif central; en effet, la section Nîmes – Narbonne en particulier connaît le plus fort taux d'accroissement du trafic de France (9%).

Je joins à ce courrier la copie des correspondances adressées au Ministre des Transports et au premier Ministre de 2003 à 2005 destinés à attirer leur attention sur l'urgence qui s'attache à réaliser la ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan.

Je vous prie d'agréer, **Monsieur le Président**, l'assurance de ma considération distinguée.



Le Président du Conseil Général

Christian BOURQUIN

**Monsieur Philippe MARZOLF
Président de la Commission
Particulière du débat public
Vallée du Rhône / arc languedocien
26, boulevard Saint-Roch
84000 AVIGNON**